



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 24 janvier 2022

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Croissance : les gouvernements locaux ont publié leur Rapport sur le travail du gouvernement en 2022, présentant leurs objectifs de croissance pour l'année

Finances publiques : rebond des recettes et moindre augmentation des dépenses publiques en 2021

Banque et finance [\(ici\)](#)

Marché obligataire : des progrès significatifs ont été réalisés vers l'interconnexion du marché obligataire national chinois

Finances publiques : le Guangdong devient la première province chinoise sans « dette cachée »

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Relations Chine-UE : la Commission européenne saisit l'OMC en réponse aux restrictions commerciales infligées par la Chine à la Lituanie

Relations Chine-US : l'OMC autorise la Chine à infliger des tarifs douaniers aux produits américains

Commerce extérieur : le Conseil des affaires de l'Etat publie une circulaire visant à intégrer le commerce extérieur et le commerce intérieur

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Vaccins : publication des résultats d'essais cliniques de phase I pour le premier vaccin chinois à ARN-m

Semi-conducteurs : en difficulté financière, Tsinghua Unigroup met fin à deux projets de puces mémoires

Métavers : la CAICT enclenche une réflexion sur les questions sécuritaires

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Énergie : record de nouvelles capacités installées pour les énergies éoliennes en mer et solaires en 2021

Environnement : sept ministères publient un plan pour promouvoir la consommation verte dans différents secteurs de l'économie

Environnement : publication du plan quinquennal pour la protection de l'environnement marin

Aviation civile : la CAAC publie une feuille de route pour l'aviation civile « intelligente »

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Shanghai : Mise en service du nouveau centre de calcul d'intelligence artificielle de SenseCore

Shanghai : L'accent est mis sur les véhicules à énergie nouvelle à Shanghai

Shanghai : Micron Technologie met fin à son activité de conception de puces DRAM à Shanghai

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Macroéconomie : publication du rapport initial du FMI au titre de l'article IV sur Hong Kong

Secteur aérien : Cathay Pacific devrait publier des résultats meilleurs qu'attendus au titre de l'année 2021, mais son rythme de consommation de trésorerie pourrait augmenter à nouveau en ce début d'année 2022

Croisières : le groupe Genting Hong Kong, holding du conglomerat malaisien Genting servant de maison-mère pour les activités de croisières a déposé une demande de liquidation auprès des tribunaux des Bermudes

Commerce extérieur : les exportations hongkongaises progressent de 26,3% sur l'ensemble de l'année 2021 et les importations de 24,3%

Taiwan [\(ici\)](#)

Marché financier : le nombre d'IPO à la bourse de Taiwan devrait doubler, en 2022, selon Deloitte

Relation inter-détroit : Fubon intéressé par la reprise des activités « retail » de Citibank en Chine

Croissance : le Comité National de Développement (NDC) retient un scénario optimiste pour 2022

Véhicule électrique : Foxconn et Gogoro mettent le cap sur l'Indonésie

Commerce extérieur : les commandes de produits high-tech dépassent 400 Mds USD en 2021

Semi-conducteurs : TSMC intègre les activités de tests et d'encapsulation à son offre de service

Mongolie [\(ici\)](#)

Projet d'Oyu Tolgoi : accord trouvé pour l'expansion de la mine souterraine

Energie : production de charbon en baisse de 37,4% en 2021

Politique : visite du Premier ministre M.Oyun-Erdene en Chine pour l'ouverture des JO de Pékin

Chine continentale

Conjoncture

Croissance : les gouvernements locaux ont publié leur *Rapport sur le travail du gouvernement en 2022*, présentant leurs objectifs de croissance pour l'année

Les 31 gouvernements provinciaux chinois, à l'exception de Tianjin, ont publié au cours des dernières semaines leur *Rapport sur le travail du gouvernement en 2022*, présentant les missions principales et la prévision de croissance du PIB pour leur province en 2022. L'articulation entre les objectifs avancés par les provinces et celui présenté par le gouvernement central pour le pays entier (qui sera certainement annoncé lors des *Lianghui* en mars 2022) n'est pas précisée, mais il très probable que les provinces se soient entretenues avec les autorités centrales dans l'établissement de ces objectifs.

Dans le détail, les provinces et municipalités les plus développées ont fixé, de manière assez large et donc facilement atteignable, un objectif de croissance du PIB en 2022 compris entre +5 % et +5,5 % en g.a., notamment [Pékin](#) (« plus de +5% »), [Shanghai](#) (« environ +5,5 % »), le [Guangdong](#) (« environ +5,5 % ») et le [Jiangsu](#) (« plus de +5,5% »). S'agissant des régions à niveau de développement intermédiaire, les prévisions de croissance s'échelonnent entre +6 % et +7 %, dont le [Sichuan](#) (« environ 6,5 % ») et le [Hubei](#) (« environ +7 % »). La province de [Hainan](#) a fixé l'objectif le plus élevé « d'environ +9 % », suivie du [Tibet](#), une des régions les moins développées, avec une prévision à +8 %.

Sans surprise, la quasi-totalité de ces prévisions sont inférieures à celles de l'année 2021, dans un contexte de ralentissement conjoncturel accéléré en raison de (1) la dissipation des effets de base en 2021 par rapport à 2020 après un fort rebond économique post-crise du Covid; (2) les répercussions du resserrement du *policy-mix* opéré par les autorités au premier semestre 2021 ; (3) le fort ralentissement du marché immobilier. Le [Gansu](#) est ainsi la seule province à avoir fixé un objectif plus élevé qu'en 2021, à « plus de +6,5 % ». Pour rappel, la forte croissance annuelle du PIB chinois en 2021 de +8,1 % (contre +2,3 % en 2020, et dépassant largement l'objectif défini de manière vague par les autorités lors des *Lianghui 2021*, à un niveau d'« au-delà de 6 % »), ne doit pas masquer un net ralentissement observé au second semestre 2021 (croissance de +4 % au T4), amené à se poursuivre en 2022.

S'agissant des perspectives de croissance pour la Chine en 2022, les incertitudes sont multiples, en lien notamment avec la recrudescence épidémique à l'aune de la propagation des variants Omicron et Delta sur le territoire national, la poursuite du ralentissement du marché immobilier, et la probable normalisation du niveau des exportations. Dans ce contexte, alors que les autorités prônaient jusqu'alors un *policy-mix* neutre avec des ajustements ciblés, la PBoC s'oriente progressivement vers un assouplissement modéré de la politique monétaire, à même de soutenir la croissance en 2022. Pour rappel, les prévisions de croissance de l'économie chinoise en 2022 des organisations internationales s'échelonnent autour de +5 %, le FMI ayant abaissé le 26 janvier ses prévisions à +4,8 %, contre +5,7 % annoncé en juillet 2021.

Finances publiques : rebond des recettes et moindre augmentation des dépenses publiques en 2021

Note bene : les données publiées par le MOF pour les finances publiques détaillent les « recettes publiques » et les « dépenses publiques » du budget général (le premier compte public), qui regroupe les recettes et dépenses du gouvernement central et des collectivités locales. Les administrations publiques (APU) sont incluses dans les deuxième, troisième et quatrième comptes publics. La somme des soldes des quatre comptes publics donne le déficit budgétaire consolidé officiel.

Le 25 janvier, le MOF a publié un [bilan](#) général du budget gouvernemental pour l'année 2021, à l'issue d'une conférence de presse ministérielle pour laquelle des informations complémentaires ont été publiées par [Baijiahao](#).

S'agissant des recettes publiques, en 2021, elles se sont élevées à 20 250 Mds RMB (2843 Mds USD), enregistrant un net rebond de +10,7 % en g.a. et de +6,4 % par rapport à 2019 (pour rappel, en valeurs absolues, elles étaient de 18 292 Mds RMB en 2020 et 19 038,2 Mds RMB en [2019](#)). Dans le détail, les recettes fiscales se sont élevées à 17 270 Mds RMB, en augmentation de +11,9 %; et les recettes non fiscales ont été de 2 980 Mds RMB, en augmentation de +4,2 %. Le rebond des recettes fiscales s'explique principalement par la reprise soutenue de l'économie et la hausse des prix, et malgré le maintien de mesures de réduction des taxes et des redevances qui se sont poursuivies en 2021 (les nouvelles réductions d'impôts et de taxes mises en œuvre en 2021 ont dépassé 1 000 Mds RMB). S'agissant de la décomposition centrale/locale, en 2021, les recettes publiques centrales étaient de 9150 Mds RMB (1438 Mds USD), en augmentation de +10,5 % en g.a. et les recettes publiques locales étaient de 11 100 Mds RMB (1745 Mds USD), en augmentation de +10,9 % en g.a.

S'agissant des dépenses publiques, en 2021, elles se sont élevées à 24 630 Mds RMB (3458 Mds USD), enregistrant une légère augmentation de +0,3 % en g.a. mais un net rebond de +20,9 % par rapport à 2019 (pour rappel, en valeurs absolues, elles étaient de 24 556 Mds RMB en 2020 et 20 375 Mds RMB en 2019). Selon le MOF, les dépenses dans les domaines clés ont été assurées, notamment les dépenses allouées à l'éducation, au secteur des sciences et technologies, ainsi que les dépenses sociales (sécurité sociale et emploi), qui ont augmenté respectivement de +3,5 %, +7,2 % et +3,4 % en g.a. S'agissant de la décomposition centrale/locale, les dépenses centrales étaient de 3500 Mds RMB (550 Mds USD), en baisse de 0,1 % en g.a.; les dépenses locales étaient de 21130 Mds RMB (3321 Mds USD), soit une augmentation de +0,3 % en g.a. Le vice-ministre du MOF Xu Hongcai a en outre déclaré que « la pression de la dette est importante sur les administrations centrales et locales (« 中央和地方均有一定超收 ») et proclamé la nécessité d'un resserrement budgétaire (« 坚持政府过紧日子 »).

Par conséquent, d'après ces données, le déficit budgétaire du premier compte public s'élèverait à -4 380 Mds RMB (-615 Mds USD) en 2021 soit environ 3,8 % du PIB. Le gouvernement central dégagerait un excédent de 5 650 Mds RMB, quand le déficit des gouvernements locaux s'élèverait à -10 030 Mds RMB.

Les variations dans les recettes et dépenses s'expliquent en 2021 par des effets de base importants par rapport à 2020 (qui avait enregistré de faibles recettes et d'importantes dépenses), elles traduisent donc une normalisation du budget gouvernemental après le stimulus opéré en 2020 en réponse à la crise du Covid. Le déficit budgétaire consolidé officiel (c'est-à-dire le déficit du budget général après ajustements et transferts avec les autres comptes publics) n'a pas encore été précisé, mais l'objectif fixé à 3,2 % lors des *Lianghui* 2021 devrait être atteint (contre 3,6 % en 2020).

In fine, les autorités ont précisé les montants transférés en 2021 dans le cadre du [mécanisme de financement direct normalisé](#) (常态化财政资金直达机制) : 2800 Mds RMB ont été transférés directement du gouvernement central vers les administrations locales (municipalités et comtés), qui avaient dépensé 2670 Mds RMB de cette enveloppe à la fin 2021 (elle est désormais entièrement dépensée). Pour rappel, ce mécanisme de péréquation a été introduit pendant la crise du Covid afin de répondre de manière plus efficace et ciblée aux besoins des administrations locales. Il prévoit des transferts de fonds directement du gouvernement central vers les strates administratives locales inférieures à celle des gouvernements provinciaux, sans leur intermédiation.

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Marché obligataire : des progrès significatifs ont été réalisés vers l'interconnexion du marché obligataire national chinois

Le 20 janvier 2022, la bourse de Shanghai (Shanghai Stock Exchange), la bourse de Shenzhen (Shenzhen Stock Exchange), la National Association of Financial Market Institutional Investors (NAFMII), la Shanghai Clearing House (SHCH) et la China Securities Depository and Clearing Corporation Limited (CSDC) ont publié conjointement les « [Mesures provisoires pour l'interconnexion des marchés obligataires interbancaire et boursiers](#) ». Pour rappel, le marché obligataire chinois est aujourd'hui fragmenté entre les bourses de Shanghai et Shenzhen et le marché interbancaire CIBM. Selon les « mesures provisoires », l'interconnexion permettra aux investisseurs institutionnels du marché obligataire, des places boursières ainsi qu'aux membres du marché obligataire interbancaire d'accéder aux marchés par un seul point d'accès sans avoir besoin d'ouvrir deux comptes. La réforme portera ainsi sur les infrastructures et plateformes, tandis que les modes de fonctionnement, les systèmes comptables ainsi que les modalités de règlement resteront inchangés.

Le marché obligataire chinois a connu un essor rapide ces dernières années, le plaçant au 2^{ème} rang mondial avec une capitalisation de 131 700 Mds CNY fin novembre 2021, selon les données publiées par la PBoC. Selon les données de la PBoC, les transactions obligataires au comptant sur le marché interbancaire ont atteint 22 300 Mds CNY à fin novembre 2021 avec un montant de transactions journalières moyen de 1 012,22 Mds CNY, soit une augmentation de 49,9 % en g.a. et 19,2 % en g.m. Les transactions obligataires sur les marchés boursiers au comptant ont atteint 3 600 Mds CNY avec un montant de transactions journalières moyen de 162,47 Mds CNY, soit une augmentation de 61 % en g.a. et 25,8 % en g.m.

Selon des experts du secteur, la mise en œuvre de l'interconnexion des marchés obligataires contribuera à la libre circulation des capitaux et l'unification des prix des actifs concernés, facilitant par conséquent une meilleure transmission de la politique monétaire et une mise en œuvre plus efficace des contrôles macro-prudentiels. Des marchés unifiés permettent aussi aux différents acteurs de réduire significativement leurs coûts de fonctionnement.

Pour rappel, dès avril 2020, le gouvernement central chinois avait évoqué la « promotion sur l'interconnexion des marchés obligataires ». La PBoC et la CSRC (China Securities Regulatory Commission) ont publié conjointement en juillet 2020 une annonce visant à mieux coordonner les institutions chargées des infrastructures des deux marchés dans l'objectif d'aboutir à une interconnexion.

Finances publiques : le Guangdong devient la première province chinoise sans « dette cachée »

Le 20 janvier 2022, M. WANG Weizhong, gouverneur par intérim de la province du Guangdong, a déclaré lors de la 5^{ème} session du 13^{ème} Congrès populaire provincial, que le Guangdong avait atteint comme prévu l'objectif de « réduire à zéro » le solde de ses dettes cachées, grâce à la mise en place de réformes du système de gestion budgétaire, dans le cadre d'un programme pilote à l'échelle provinciale. Le Guangdong devient ainsi la première province chinoise sans dette cachée.

La notion de « dette cachée » (ou « dette implicite », « dette hors-bilan », « dette extrabudgétaire ») fait référence à la dette contractée par un gouvernement local au-delà du quota autorisé et ne figurant pas à son bilan. Avant 2018, certains gouvernements locaux s'endettaient *via* des véhicules de financement spéciaux de très diverses natures (*Local Government Financing Vehicles*, LGFV), contribuant à une accumulation rapide et généralisée de dettes cachées, et à l'accroissement des risques financiers systémiques liés. À partir de 2018, le gouvernement central a initié une campagne d'assainissement des finances publiques locales, sommant les gouvernements locaux de ralentir la croissance de l'endettement hors bilan d'une part, et de réduire le stock de dettes cachées d'autre part. De nombreuses collectivités locales ont établi des plans de réduction des dettes cachées sur 5 à 10 ans. Certaines régions telles que le Guangdong, Shanghai et Pékin, plus développées économiquement et présentant une certaine solidité financière, ont pris l'initiative de mener des projets pilotes approuvés par le Conseil des affaires d'Etat, afin d'éliminer totalement leurs dettes cachées.

En 2021, le PIB du Guangdong s'élève à 12 400 Mds CNY (1 948 Mds USD), en augmentation de 8 % en g.a., hissant la province au premier rang national en termes de PIB pour la 33^{ème} année consécutive. Le Guangdong est également devenue la première province avec un PIB supérieur à 12000 Mds CNY. En outre, le Guangdong se classe parmi les premières provinces chinoises en termes de recettes fiscales depuis plus de 20 ans.

Selon les recommandations du MOF, les gouvernements locaux disposent principalement de six moyens pour réduire leur endettement hors-bilan : (i) remboursement via des fonds budgétaires, (ii) cession de participations ou d'actifs gouvernementaux, (iii) remboursement par l'affectation de recettes de projets ou d'activités d'exploitation, (iv) réintégration dans le bilan conformément à la réglementation, (v) remboursement par de nouveaux emprunts (émission d'obligations spéciales de refinancement par exemple) ou extension de la maturité des dettes, ou encore (vi) recours au processus de redressement ou de liquidation judiciaire.

Pour mémoire, le Ministère des finances et le Bureau national d'audit ne publient plus le montant des dettes cachées des gouvernements locaux depuis 2015. Selon des estimations variées (journaux, banques, cabinets d'étude), elles s'élèveraient à quelque 40 000 Mds CNY.

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Relations Chine-UE : la Commission européenne saisit l'OMC en réponse aux restrictions commerciales infligées par la Chine à la Lituanie

Le 27 janvier la Commission européenne a [annoncé](#) avoir engagé une procédure à l'OMC contre les pratiques commerciales discriminatoires de la Chine visant en premier lieu la Lituanie. Cette décision intervient selon le commissaire au commerce Valdis Dombrovskis « *après des tentatives réitérées et infructueuses de résoudre le problème au niveau bilatéral* ». La procédure enclenchée donnera lieu dans un premier temps à un processus de consultation par l'OMC, tandis que l'UE poursuit en parallèle ses efforts diplomatiques pour « apaiser la situation ».

Zhao Lijian, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, a quant à lui [assuré](#) que « affirmer que la Chine exerce une prétendue coercition contre la Lituanie ne repose sur aucun fondement » et que ce différend « d'ordre politique et non économique » était une affaire bilatérale entre la Chine et la Lituanie.

Pékin est accusé d'avoir suspendu le dédouanement des marchandises en provenance de Lituanie ou contenant des intrants lituaniens (invoquant des failles dans son service informatique), de rejeter des demandes d'importation en provenance de Lituanie et d'exercer une pression sur les entreprises multinationales pour qu'elles rompent leurs liens commerciaux avec Vilnius sous peine d'être exclues du marché chinois. Bien que Pékin nie toute implication, ces incidents coïncident avec l'annonce par la Lituanie de l'ouverture d'un bureau de représentation de Taïwan à Vilnius ([voir brèves du SER de Pékin de la semaine du 6 décembre 2021](#)).

Relations Chine-US : l'OMC autorise la Chine à infliger des tarifs douaniers aux produits américains

Dans une [décision](#) rendue le 26 janvier, l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) a rejeté l'appel des Etats-Unis d'une décision de 2018 autorisant la Chine à imposer des droits de douane sur 645 MUSD de bien américains par an. Dans sa plainte déposée en 2012, la Chine contestait l'imposition de droits tarifaires mis en place par l'administration Obama entre 2008 et 2012 sur les importations de 22 produits en provenance de Chine¹, justifiés par Washington par le besoin de compenser les subventions versées par les autorités chinoises à certains secteurs industriels.

Pékin réclamait initialement l'autorisation d'imposer des tarifs sur 2,4 MdsUSD d'importations par an avant de revoir sa demande à 788,75 MUSD ; les Etats-Unis estimaient le préjudice chinois à 106 MUSD.

Dans une [déclaration](#) publiée le même jour le porte-parole du USTR Adam Hodge a taxé cette décision de « profondément décevante, (...) affaiblissant la capacité des membres de l'OMC de défendre leurs travailleurs et entreprises des subventions distorsives chinoises ». La décision de l'OMC ne préjuge toutefois pas de l'introduction de sanctions par les autorités chinoises.

¹ Tels que les mâts d'éolienne, des panneaux solaires, de parquets en bois ou encore des tondeuses à gazon, des tubes et des tuyaux

En novembre 2019 l'OMC avait déjà autorisé la Chine à imposer des droits de douane sur 3,6 MdsUSD d'importations de biens américains par an dans le cadre d'une [affaire](#) portant sur des mesures antidumping introduites par les Etats-Unis.

Commerce extérieur : le Conseil des affaires de l'Etat publie une circulaire visant à intégrer le commerce extérieur et le commerce intérieur

Le 19 janvier, le Conseil des affaires de l'Etat a publié [une circulaire](#) visant à promouvoir l'intégration du commerce extérieur et du commerce intérieur à travers « une meilleure coordination des lois et des règlements, des standards et des qualités, ainsi que des quarantaines et des certifications » à l'horizon 2025. Le document contient 15 instructions adressées aux départements sous le Conseil des affaires de l'Etat, ainsi qu'aux gouvernements provinciaux. Les principales instructions sont les suivantes :

- Simplifier les procédures de certification pour la vente dans le marché intérieur des produits initialement destinés à l'exportation.
- Veiller à ce que la qualité, les standards, et la ligne de production des produits destinés au marché intérieur et à l'exportation soient équivalents (« 同线同标同质 »), et renforcer la protection de leur propriété intellectuelle.
- Promouvoir l'intégration des chaînes de production et d'approvisionnement du commerce extérieur et intérieur, notamment pour le commerce numérique transfrontalier (en établissant par exemple plus d'entrepôts à l'étranger). Le fonctionnement des plateformes de commerce électronique devrait être renforcé grâce aux technologies numériques, afin d'approfondir l'intégration du marché intérieur et du marché international.
- Les zones pilotes de libre-échange (ZLE)² doivent servir d'exemple dans l'intégration du commerce intérieur et du commerce extérieur. Les plateformes telles que la Foire internationale des importations (CIIE) et la Foire internationale du commerce extérieur des services (CIFTIS) seront exploitées pour faciliter la communication entre le marché international et le marché intérieur.
- Les institutions financières sont encouragées à soutenir l'intégration du commerce extérieur et du commerce intérieur, notamment en développant leur offre d'assurance-crédit à l'exportation et au commerce intérieur.

Retour au sommaire ([ici](#))

² La Chine compte aujourd'hui 22 zones pilotes de libre-échange (ZLE): Shanghai (2), Guangdong, Tianjin, Fujian, Liaoning, Zhejiang, Henan, Hubei, Hunan, Chongqing, Sichuan, Shaanxi, Hainan, Shandong, Jiangsu, Guangxi, Hebei, Yunnan, Heilongjiang, Beijing, Anhui.

Industrie et numérique

Vaccins : publication des résultats d'essais cliniques de phase I pour le premier vaccin chinois à ARN-m

Le 24 janvier, [une première étude](#) a été publiée dans le journal *The Lancet Microbe* sur la phase I des essais cliniques d'ARCoV, vaccin à ARN-messager développé conjointement par Walvax Biotechnology Co., Suzhou Abogen Biosciences Co et l'Académie militaire des sciences médicales ([placée](#) en décembre dernier sur l'*entity list* du Département du commerce américain). Selon l'étude, le vaccin induit une réponse immunitaire et génère deux fois plus d'anticorps observables qu'une infection du Covid-19 pour un dosage de 15 µg (les tests incluaient des doses de 5, 10, 15, 20 et 25 µg). A titre de comparaison, une dose du vaccin Pfizer, permettrait d'en générer [3,8 fois](#) plus, bien qu'une telle comparaison présente certaines limites (différents variants, échantillons, etc.).

L'étude montre l'innocuité des cinq doses du vaccin testées, qui induisent toutes une réponse immunitaire. Selon ces données préliminaires, le dosage de 15 µg semble représenter un compromis adéquat entre efficacité et apparition d'effets secondaires. En outre, le vaccin Walvax semble, à ce stade, causer [davantage d'effets secondaires](#) (type fièvre) que d'autres vaccins étrangers, tandis que l'étude est limitée aux participants adultes chinois âgés de 18 à 59 ans.

Pour rappel, les essais de phase I ont pour but d'évaluer l'innocuité, la tolérance et les effets indésirables du médicament ou vaccin chez le patient, ainsi que de déterminer la dose optimale. La recherche sur ce vaccin se poursuit : selon Walvax, des essais cliniques de phase III seraient [déjà en cours](#) au Mexique et en Indonésie, ainsi que dans [certaines régions frontalières](#) chinoises, où il y aurait une certaine circulation virale. Ceux-ci feraient néanmoins face à un nombre insuffisant de volontaires.

Malgré un accord conclu entre Fosun et BioNTech en mars 2020, le vaccin Pfizer/BioNTech [n'a toujours pas fait l'objet d'une autorisation](#) de mise sur le marché chinois. La Chine dispose ainsi de [six vaccins approuvés](#) sur son marché :

- Sinopharm : le vaccin BBIBP-CorV (inactivé, approuvé pour utilisation d'urgence par l'OMS) et le vaccin de Sinopharm Wuhan (inactivé).
- Sinovac : CoronaVac (inactivé, approuvé pour utilisation d'urgence par l'OMS).
- Anhui Zhifei Longcom Biopharmaceutical : le vaccin ZF2001 (protéine recombinante).
- CanSino : le vaccin Ad5-nCoV (adénovirus).
- Minhai Biotechnology : le vaccin SARS-CoV-2 développé par le laboratoire Shenzhen Kangtai Biological Products (inactivé).

Semi-conducteurs : en difficulté financière, Tsinghua Unigroup met fin à deux projets de puces mémoires

Selon Nikkei, Tsinghua Unigroup mettrait fin à deux projets d'usines de puces mémoires, à Chongqing (DRAM) et à Chengdu (3D NAND), qui peinaient à démarrer et enregistraient déjà des retards importants fin 2020. L'ancien CEO d'Elpida Memory, spécialisé sur les DRAM (un segment dominé par Samsung Electronics, SK Hynix et Micron), aurait notamment quitté Tsinghua Unigroup au second semestre 2021.

Néanmoins, mi-janvier, un consortium mené par deux fonds, Beijing Jianguang Asset Management (JAC Capital) et Wise Road, a reçu l'autorisation de prendre des parts au sein de Tsinghua Unigroup, pour un montant encore non dévoilé. Détenu majoritairement par l'université de Tsinghua (51%), le conglomérat chercherait depuis début 2021 à [restructurer ses actifs](#), alors qu'il fait face à des [difficultés financières notoires](#), et a fait l'objet d'une demande de restructuration en juillet 2021 ([voir brèves du 12 juillet 2021](#)).

Ainsi, le groupe se préparerait à consolider la R&D au sein de sa filiale Unisoc (détenue à [38,5%](#)). Unisoc a notamment doublé sa part de marché pour les processeurs mobiles en 2021, la portant à 9%, bien que celle-ci soit concentrée essentiellement sur des applications 4G (sa part de marché pour les puces 5G s'élevant à seulement 0,3%). Pour mémoire, Tsinghua Unigroup avait été désigné par Pékin comme un « champion national », comptant parmi les entreprises sur lesquelles se fonde l'espoir de créer une industrie indigène de semi-conducteurs.

Métavers : la CAICT enclenche une réflexion sur les questions sécuritaires

Le 26 janvier, la China Academy of Information and Communications Technology (CAICT), institut de recherche lié au ministère de l'Industrie et des technologies de l'information (MIIT), [a tenu une réunion](#) avec plusieurs entreprises du numérique, dont Tencent, Alibaba, Baidu, ainsi que plusieurs universités au sujet des défis sécuritaires et réglementaires posés par le métavers. En octobre 2021, le think tank China Institutes of Contemporary International Relations, rattaché au Ministère de la Sécurité d'Etat, avait déjà publié un [rapport](#) sur ce même thème, alertant notamment sur les risques relatifs à la « sécurité nationale » (risques d'hégémonie de certains Etats, vulnérabilités cyber, mutations socio-économiques...). Dans ce contexte, il paraît peu probable que l'écosystème des métavers qui se développe en-dehors de Chine, notamment aux Etats-Unis, soit accessible en Chine.

Le séminaire s'est notamment attaché à affirmer la nécessité d'identifier les principaux risques et d'établir des normes sécuritaires. Si ces recommandations restent au stade embryonnaires, elles témoignent néanmoins d'une certaine volonté d'anticiper les répercussions qu'aura un secteur de plus en plus investi, y compris en Chine.

En 2021, les principaux opérateurs de télécommunications (China Telecom, China Mobile et China Unicom) avaient en effet lancé des projets relatifs au métavers. De même, les géants du numérique (Alibaba et Baidu, mais aussi NetEase et ByteDance) ont récemment annoncé leur volonté de lancer leur propre métavers ([Baidu](#)) ou d'investir dans des entreprises du métavers. En tout selon le [SCMP](#), environ 1 510 entreprises chinoises auraient déposé une demande de dépôt de marque relative au métavers – comparé à 130 entreprises en septembre dernier. Sur ces demandes, plusieurs auraient néanmoins déjà été rejetées par l'Administration nationale pour la propriété intellectuelle (CNIPA), dont notamment celles de NetEase, iQiyi et Xiaohongshu.

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Energie : record de nouvelles capacités installées pour les énergies éoliennes en mer et solaires en 2021

L'Administration nationale de l'énergie (NEA) a [annoncé](#) que la Chine avait installé 54,9 GW de capacité solaire en 2021, soit une hausse de plus de 14% par rapport à l'année précédente. L'installation de nouvelles capacités éoliennes a atteint 47,6 GW, soit une baisse de 34% par rapport au record de 2020. En particulier, les éoliennes en mer ont connu un nouveau record avec 16,9 GW de capacités installées en 2021. Ce record s'explique en bonne partie par la fin des subventions en 2022, qui nécessitait un raccordement au réseau avant la fin de l'année 2021 pour rester éligible. L'éolien et le solaire représentent 58% des nouvelles capacités installées en 2021. Au total, les nouvelles capacités éoliennes et solaires installées ont atteint 102,5 GW en 2021, portant le total du parc à 635 GW (328,5 GW d'éolien et 306,5 GW de solaire). Pour rappel, la Chine s'est fixé un objectif de 1200 GW pour 2030.

En parallèle de ces installations records pour le solaire et l'éolien en mer, la Chine a installé l'année dernière 46,3 GW de nouvelles capacités thermiques (charbon et gaz). Cette expansion du parc thermique devrait se poursuivre, le *China Electricity Council* (CEC) prévoyant une augmentation de 180 GW sur la période 2021-2030 pour atteindre un total de 1260 GW en 2030.

Environnement : sept ministères publient un plan pour promouvoir la consommation verte dans différents secteurs de l'économie

Le 21 janvier, la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) et six autres ministères ont publié conjointement un « [Plan de mise en œuvre pour la promotion de la consommation verte](#) ». Définie comme l'intégration de concepts « verts et bas carbone » dans l'ensemble des processus de consommation, la consommation verte est promue dans les secteurs de l'alimentation, de l'habillement, du logement, des transports, du tourisme, de l'électricité et des institutions publiques.

Alors que stimuler la consommation intérieure fait partie des priorités du gouvernement chinois, ce plan fixe pour objectif de « lutter contre l'extravagance et le gaspillage » d'ici 2025 et de « faire de la consommation verte la norme » d'ici 2030.

Pour le secteur des transports par exemple, le plan appelle les autorités compétentes à « guider raisonnablement » les consommateurs à acheter de petits véhicules légers et à faibles émissions. Concernant la consommation d'électricité verte, le plan mentionne le renforcement des liens entre le marché d'échange d'électricité verte et le marché carbone (ETS). Notamment, les autorités prévoient d'explorer la faisabilité de déduire les émissions de carbone économisées en consommant de l'électricité verte dans le processus de comptabilisation des émissions pour les entités assujetties à l'ETS national.

Environnement : publication du plan quinquennal pour la protection de l'environnement marin

Le 17 janvier, la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) et six autres ministères ont publié conjointement le plan quinquennal pour la protection de l'environnement marin. Le document prévoit cinq objectifs principaux : prévention des pollutions ; protection et restauration des écosystèmes ; prévention des risques marins et des catastrophes ; planification et gouvernance ; convergence entre lutte contre le changement climatique et protection de l'environnement marin. Il s'agit de la première fois qu'un plan quinquennal sectoriel sur ce sujet intègre le changement climatique comme l'un de ses axes principaux, tant en termes d'adaptation (réduction des impacts sur les environnements marins) que d'atténuation (préservation des puits de carbone marins).

Aviation civile : la CAAC publie une feuille de route pour l'aviation civile « intelligente »

À la suite de la révélation récente du plan cadre pour le développement de l'aviation civile dans le cadre du 14^{ème} plan quinquennal 2021-2025 (Voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 10 janvier](#)) l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) a décliné le 21 janvier certaines de ces orientations, avec [la publication](#) d'une feuille de route pour le développement de l'aviation civile « intelligente » (*smart civil aviation*) en Chine, qui présente dans de multiples domaines une [cinquantaine de scénarii et objectifs](#) à 2025, 2030 et 2035.

Ces directives évoquent par exemple la modernisation des services passagers, ou paquet « aviation+ » : généralisation du « sans-papier » et notamment des cartes d'embarquement électroniques ; réduction des temps d'attente ; facilitation des correspondances ; amélioration du système de suivi des bagages en temps réel avec technologie RFID ; auquel on peut adjoindre le développement de services de connectivité internet à bord des appareils (80% des liaisons intérieures visées en 2025 ; 100% en 2030 ; extension à tous les vols internationaux à horizon 2035). La feuille de route rappelle aussi la volonté d'optimisation des opérations logistiques et de fret aérien avec introduction de services de livraison par drone.

En matière de gestion du trafic aérien (ATM), les capacités devront être portées à 17 millions de vols en 2025 (9 M de vols ont été contrôlés en 2020), 23 M en 2030 et jusqu'à 30 M en 2035, date à laquelle la cible du taux de ponctualité des vols est 85%. Dans ce domaine du contrôle aérien, considéré comme souverain, la CAAC avance une préférence nationale à l'achat de nouveaux équipements ATM, qui devront compter pour 80% de fournisseurs chinois à partir de 2025. L'intégration des informations aéronautiques et des trajectoires de vols est également promue, notamment via le concept de « vol 4D » (objectif de 30% des vols domestiques en 2030), la généralisation de l'ADS-B IN (système déployé dans les principaux hubs d'ici 2030), ou l'intégration progressive, avec horizon 2035, d'un contrôle aérien intégré des aéronefs pilotés et des drones autonomes, s'appuyant sur Beidou, la constellation satellitaire chinoise de géolocalisation. Le système de communication AeroMACS en 5G pour les différents acteurs aéroportuaires sera généralisé [d'ici 2025](#). Les autorités chinoises [se targuent](#) d'ailleurs que les fréquences 5G allouées et déployées dans les aéroports en Chine ne présentent aucun danger d'interférence avec celles utilisées pour les commandes de vol dans les aéronefs (comme les altimètres), à l'inverse des problèmes rencontrés actuellement par les compagnies aériennes [aux Etats-Unis](#).

La feuille de route pour l'aviation civile intelligente mentionne également le secteur environnemental, mais reste toutefois floue dans la détermination des objectifs pluriannuels. Est ainsi affirmé la volonté d'accélérer la R&D

pour la production, la certification et l'évaluation des carburants durables de l'aviation (en anglais SAF), mais sans indication d'aucun niveau d'incorporation ni de calendrier pour les différents acteurs concernés, contrairement notamment au projet de règlement européen en la matière (incluant pour mémoire des [mandats d'incorporation](#) des SAF à 2% en 2025, 5% en 2030, 20% en 2030 et jusqu'à 63% en 2050). Les propositions pour la recherche de nouveaux appareils ou système de motorisations à l'hydrogènes, électriques ou hybrides, en restent à la simple déclaration d'intention. Enfin, dans cette feuille de route sur l'aviation civile intelligente, la CAAC réaffirme son intention de coopérer avec l'UE et les Etats-Unis, et assume sa volonté de promouvoir les normes chinoises au sein des différentes instances de l'OACI dans tous les domaines couverts.

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Shanghai : Mise en service du nouveau centre de calcul d'intelligence artificielle de SenseCore

La cérémonie d'inauguration du centre de calcul intelligent de SenseCore (Shang Tang Technology) s'est tenue lundi 24 janvier dans la nouvelle zone de libre-échange de Lingang (Shanghai). Le supercalculateur serait doté de la plus forte puissance de calcul de pointe du pays, allant jusqu'à 0,374 exaflops (1018 flops), et aurait nécessité un investissement total d'environ 5,6 milliards de RMB. Cette installation de 130 000 m², dont il s'agit de la première phase de développement, fournira des services de cloud à l'industrie, à la recherche et au gouvernement, afin d'accélérer la transformation numérique du delta du Yangtsé, tout en aidant Shanghai à devenir un pôle de référence pour l'intelligence artificielle. Dans le secteur industriel, les clients pourront utiliser le centre pour leur production automatisée de modèles d'IA sans avoir besoin d'une expertise approfondie dans les systèmes logiciels et algorithmiques, et sans avoir à réaliser d'investissements en capital. Dans le domaine de la recherche scientifique, il a vocation à être une ressource massive en puissance de calcul et compte coopérer avec les institutions de recherche et les universités. Dans le domaine de l'administration, il permettra d'accélérer le processus de gouvernance urbaine intelligente en fournissant des applications d'algorithmes IA pour le "One Network Management" de Shanghai (contrôle des stationnements de véhicules, supervision des déchets, etc.). Enfin, SenseCore devrait permettre d'accélérer le développement des GPU (processeurs graphiques) nationaux et autres puces intelligentes. Grâce à l'utilisation de technologies vertes et à faible émission de carbone, la consommation d'énergie du centre devrait être inférieure d'environ 10 % à la moyenne des centres de données chinois.

Note : ^[1] Un FLOPS (*floating point operations per second* ou opérations à virgule flottante par seconde) est une unité de mesure de la puissance de calcul d'un système informatique. A titre de comparaison, les supercalculateurs les plus puissants du monde sont le [Fugaku](#) (Japon) avec une puissance de 415 pétaflops (10¹⁵ flops – soit 0,415 exaflops) qui a dépassé en juin 2020 le [Summit](#) (Etats-Unis) dont la puissance de calcul est 148 pétaflops. La Chine détenait déjà [le quatrième supercalculateur le plus puissant du monde](#), Sunway Taihulight (93 pétaflops).

[ShanghaiObserver](#)

Shanghai : L'accent est mis sur les véhicules à énergie nouvelle à Shanghai

Selon les informations publiées par la Commission municipale de Shanghai de l'économie et de la technologie de l'information, la production de voitures à Shanghai a atteint 2,833 millions d'unités en 2021 (en hausse de 7 % en g.a.) dont 632 000 unités de véhicules à énergie nouvelle (+160 % en g.a.). En février 2021, Shanghai avait commencé par publier le "Plan de mise en œuvre pour accélérer le développement de l'industrie des véhicules à énergies nouvelles (VEN) à Shanghai (2021-2025)", précisant que d'ici 2025, la production de VEN dépasserait 1,2 million d'unités avec une valeur de plus de 350 milliards de yuans. La proportion des VEN dépassera alors 50 % du total des ventes de véhicules neufs, le nombre total de véhicules à pile à combustible dépassera 10 000, et plus de 70 stations de ravitaillement en hydrogène seront construites et mises en service. Des mesures ont été mises en œuvre pour stimuler l'achat des VEN, en particulier, la gratuité des plaques d'immatriculation. Shanghai affiche également sa volonté de développer les véhicules intelligents et connectés : en novembre 2021 la ville a ouvert un total de 615 routes d'essai (soit 1 289,83 km) et a délivré 325 licences à 25 entreprises pour tester et démontrer les applications de véhicules intelligents en réseau. Ces mesures placent Shanghai en tête du secteur en Chine.

[The Paper](#)

Shanghai : Micron Technologie met fin à son activité de conception de puces DRAM à Shanghai

Le géant américain des puces informatiques Micron Technology envisage mettre fin à l'activité de son équipe de conception de DRAM (cartes mémoires : Dynamic Random Access Memory) à Shanghai fin 2022 pour éviter les fuites de technologie vers les concurrents. D'après le journal Caixin, il semblerait que de nombreux membres de l'équipe d'ingénierie aient été débauchés par des concurrents nationaux. Micron Technology n'est pas le premier fabricant de puces américain à réduire ses équipes de R&D en Chine. Le concepteur américain de puces Advanced Micro Devices Inc. a également déclaré qu'il prévoyait de réduire les effectifs de son centre de recherche de Shanghai. Micron Technology a quant à lui déjà commencé à réduire son équipe de conception de puces NAND (autres types de carte mémoire) en Chine et a déplacé son centre de recherche et de production NAND asiatique à Singapour. L'exode est accéléré par une vague d'investissements dans l'industrie nationale des puces dans le cadre du plan "Made in China 2025", visant à moderniser l'industrie manufacturière chinoise pour la rendre plus compétitive au niveau mondial. En 2021, la Chine comptait 2 810 entreprises nationales de conception de puces, soit 26,7 % de plus que l'année précédente.

Note : ^[1] Fondé en 1978, *Micron Technologie* est l'un des plus grands fabricants de puces mémoire au monde. L'entreprise représentait 22,9 % de l'industrie mondiale des puces DRAM au troisième trimestre de 2021, se plaçant derrière *Samsung* et *SK Hynix*, selon le cabinet d'études de marché *TrendForce*. Aucune entreprise chinoise ne figure parmi les six premiers fabricants de puces DRAM. Le centre de recherche de *Micron Technologie* à Shanghai couvre la quasi-totalité de ses produits. La société possède également une usine à Xi'an, chargée de l'assemblage et du test des puces.

[Caixin](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Macroéconomie : publication du rapport initial du FMI au titre de l'article IV sur Hong Kong

Les experts du FMI ont formulé un ensemble de recommandations au gouvernement hongkongais à travers une déclaration finale à l'issue de leur mission au titre de l'article de IV des statuts du FMI. Ce rapport initial souligne notamment la « forte reprise » de l'économie hongkongaise depuis 2019, favorisée par la politique budgétaire expansionniste du gouvernement avec des dépenses allouées au soutien de l'économie ayant atteint 12,3% du PIB en 2020 puis 3,5% en 2021. Les experts du FMI soulignent toutefois le caractère inégal de cette reprise, la consommation privée demeurant à ce jour en deçà de son niveau pré-pandémique, traduisant une baisse du revenu des ménages. L'amélioration des conditions du marché de l'emploi, bien que notable (4,3% de chômage fin octobre contre 7,2% fin février) est quant à elle contrastée selon les secteurs.

La prévision du FMI pour 2022, établie en amont de la mise en place de nouvelles restrictions sanitaires début janvier s'établit à 3%. Cette prévision s'appuie toutefois sur un scénario de réouverture graduelle des frontières avec la Chine en cours d'année, qui pourrait être retardé en raison du rebond épidémique constaté depuis le début de l'année à Hong Kong. Le FMI anticipe par ailleurs une inflation à 2% en 2022, en ligne avec l'amélioration de la situation du marché du travail.

Le rapport préliminaire du FMI mentionne également un certain nombre de risques portant sur l'économie hongkongaise à plus long-terme, parmi eux : le vieillissement de la population, l'insuffisance de l'offre de logements et l'ampleur des inégalités de richesse. Le rapport du FMI suggère un certain nombre de réformes fiscales en réponse à ces fragilités, dont notamment une plus grande progressivité de l'impôt sur le revenu, le lancement de discussions concernant la mise en place d'une taxation des dividendes et des plus-values du capital, ou encore la création d'une taxe sur la valeur ajoutée.

Secteur aérien : Cathay Pacific devrait publier des résultats meilleurs qu'attendus au titre de l'année 2021, mais son rythme de consommation de trésorerie pourrait augmenter à nouveau en ce début d'année 2022

Cathay devrait publier des résultats meilleurs qu'initialement attendu pour la fin de l'année 2021 (publication prévue en mars 2022), bénéficiant du dynamisme des activités de fret aérien au cours de l'année (en décembre 2021, le tonnage de fret aérien transporté par Cathay atteignait 76% de son niveau de décembre 2019) ainsi que d'une importante réduction des coûts.

Selon les résultats communiqués à ce stade par Cathay Pacific à ses actionnaires (résultats non audités) la perte nette de la compagnie atteindrait 5,6 à 6,1 Mds HKD (720 à 780 M USD) en 2021 contre 21,6 Mds HKD (2,7 Mds USD) en 2020. Le rythme de consommation de trésorerie de la compagnie s'est par ailleurs fortement contracté au cours des derniers mois 2021, atteignant un solde quasi nul (« *marginally negative* » selon le communiqué de Cathay Pacific) au S2-2021 contre 2,5-3 Mds HKD (320 à 380 M USD) au S1-2021.

Les marchés ont bien accueilli cette nouvelle, le titre Cathay Pacific gagnant jusqu'à 1,2% le jour de cette annonce.

Croisières : le groupe Genting Hong Kong, holding du conglomérat malaisien Genting servant de maison-mère pour les activités de croisières a déposé une demande de liquidation auprès des tribunaux des Bermudes

Le groupe Genting Hong Kong (propriétaire des compagnies de croisière Star Cruises, Dream Cruises et Crystal Cruises ainsi que des chantiers allemands MV Wertfen et Lloyd Werft) a annoncé le 19 janvier avoir déposé une demande de liquidation auprès des tribunaux des Bermudes, où la société est officiellement domiciliée.

La cotation du titre Genting Hong Kong à HKEX est actuellement suspendue, après que celui-ci a perdu plus de 50% depuis le début 2020. Le montant total des engagements de Genting Hong Kong affectés par le défaut du groupe s'élèverait à 2,8 Mds USD. Dans une seconde déclaration auprès de HKEX, Genting Hong Kong a annoncé la démission de son PDG et actionnaire majoritaire Lim Kok Thay à compter du 21 janvier.

Le conglomérat malaisien Genting, également actif dans les secteurs du loisir, des jeux et de l'énergie n'est à ce jour pas concerné par cette situation de liquidation et poursuit ses activités.

Commerce extérieur : les exportations hongkongaises progressent de 26,3% sur l'ensemble de l'année 2021 et les importations de 24,3%

Les données du commerce extérieur hongkongais au mois de décembre 2021 font état d'une hausse de 24,8% des exportations en g.a (contre un consensus Bloomberg établi à 16,3%) et de 3,2% en glissement mensuel (après une progression de 6,2% en octobre), atteignant 60,9 Mds USD. Les importations hongkongaises progressent en décembre de 19,3% en g.a (+3,5% en glissement mensuel), atteignant 62,4 Mds USD. Le déficit commercial hongkongais sur le mois atteint 4,2 Mds USD, contre 1,5 Mds USD en octobre.

Sur l'ensemble de l'année, les exportations hongkongaises sont en hausse de 26,3% par rapport à 2020, atteignant 636,6 Mds USD et les importations progressent de 24,3% (681,1 Mds USD). Les exportations hongkongaises vers la Chine continentale progressent de 27% (636,7 Mds USD), celles vers les Etats-Unis de 19,6% (39,7 Mds USD) et celles vers Taïwan de 46% (18,5 Mds USD). Les importations en provenance de Chine continentale sont en hausse de 26,5% à 312,3 Mds USD, celles en provenance de Taïwan de 35% (70,3 Mds USD) et celles en provenance de Singapour de 31,7% (5,6 Mds USD).

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Marché financier : le nombre d'IPO à la Bourse de Taïwan devrait doubler en 2022 selon Deloitte

Lors d'une conférence de presse le 18 janvier 2022, [Deloitte Taiwan a indiqué qu'en 2021, 28 entreprises avaient été introduites sur la Bourse de Taïwan permettant de lever 32,1 Mds TWD \(près de 1 Md EUR\), soit un record historique depuis 2015](#). Le nombre d'IPO pourrait doubler, en 2022, selon Deloitte Taiwan en raison de la forte croissance de l'industrie des TIC et des biotechnologies qui restent le principal moteur du marché financier taïwanais. Afin de satisfaire les critères des investisseurs, les entreprises introduites en bourse doivent mettre l'accent sur leurs performances financières mais également sur des aspects non financiers comme la protection environnementale, la responsabilité sociale, la gouvernance durable, etc... Par ailleurs, ces entreprises doivent renforcer également leur gestion en matière de cyber sécurité. Les autorités de régulation (FSC) demandent aux entreprises dont la capitalisation boursière dépasse 10 Mds TWD de mettre en place une équipe de sécurité informatique dédiée d'ici la fin d'année. Parmi les principales entreprises introduites en bourse en 2021, *Powerchip Semiconductor Manufacturing Corp* (PSMC), avec 7,69 Mds TWD de fonds levés, suivie d'*Advanced Energy Solution Holding Co* (4,78 Mds TWD), soit 40% des fonds levés l'an passé à Taïwan. Le montant des IPO à Taïwan reste malgré tout très faible comparé aux autres marchés financiers régionaux et en particulier à celui de Hong Kong et compte tenu de l'importance de l'économie taïwanaise (21 rang mondial). Cette situation s'explique notamment par les contraintes inhérentes aux procédures d'IPO à Taïwan et au système financier taïwanais qui reste très conservateur et relativement peu innovant. Deux des trois licornes taïwanaises Appier et Gogoro ont d'ailleurs préféré une introduction sur des marchés étrangers, respectivement au Japon et à New York.

Relation inter-détroit : Fubon intéressé par la reprise des activités « retail » de Citibank en Chine

[Citibank, qui a annoncé en avril 2021 la cession de ses activités de banque de détail dans 13 pays, principalement asiatiques, serait en discussion avec Fubon Financial Holding Co, deuxième groupe financier taïwanais, pour lui céder ses activités en Chine](#). Les deux parties seraient sur le point de conclure, le montant de la transaction pourrait s'élever à 1,5 Mds USD. Fubon pourrait ainsi renforcer sa présence sur le marché chinois : en 2014, elle avait déjà pris une part majoritaire dans la banque First Sino Bank. Par ailleurs, Citibank a annoncé avoir cédé à la banque *United Overseas Bank* (UOB) de Singapour ses activités de banque de détail en Indonésie, Malaisie, Thaïlande et Vietnam, pour 3,6 Mds USD. Sur Taïwan, la presse locale évoque un rapprochement entre Citibank et DBS Bank Taiwan pour le rachat des activités de la banque américaine pour un montant de 2,17 Mds USD.

Croissance : le Comité National de Développement (NDC) retient un scénario optimiste pour 2022

Le ministre du *National Development Council* (NDC), M. Kung Ming-Hsin, a récemment annoncé que [la croissance économique de Taïwan pourrait s'établir à 4,6% en 2022](#), soit un niveau supérieur aux prévisions de la DGBAS (4,15%) et de la CBC (4,03%), en raison de la hausse des investissements et des exportations, ainsi que du dynamisme de la consommation des ménages. Le NDC anticipe également un taux de chômage à 3,8%, et une inflation entre 1% et 1,5%. Le ministre KUNG a précisé que le PIB par habitant pourrait atteindre 35 000 USD en 2022 et Taïwan revenir dans le Top20 des économies mondiales en 2023. Pour ce qui concerne l'objectif de

neutralité carbone à l'horizon 2050, le NDC présentera en mars une feuille de route détaillant les politiques et les choix technologiques qui seront mis en place d'ici 2030. Le ministre KUNG a annoncé la mise en place d'une taxe carbone et de subventions pour l'achat de véhicules électriques et rappelé que le nucléaire ne ferait plus partie du mix énergétique de Taïwan à l'horizon 2025.

Véhicule électrique : Foxconn et Gogoro mettent le cap sur l'Indonésie

[Hon Hai](#), plus connu sous le nom de Foxconn, vient de [signer un partenariat](#) avec le Ministère des Investissements indonésien, le producteur de batteries Industri Baterai Indonesia (IBC), Indika Energy et l'entreprise taiwanaise de scooters électriques Gogoro afin de créer un nouvel écosystème dans le secteur de l'énergie en Indonésie qui comprendra [la production locale de batteries](#) (batteries LFP, batterie tout-solide), un système de stockage de l'énergie, des stations d'échange de batteries et le recyclage. Après la Thaïlande, c'est le deuxième partenariat dans le VE annoncé par Foxconn en quelques mois en Asie du Sud Est, région qui compte 111 millions de véhicules à deux roues, l'Indonésie étant le troisième marché mondial pour ce type de véhicules. [Gogoro a également signé un MoU avec le groupe indonésien Electrum](#) (joint-venture entre les deux groupes indonésiens Gojek et TBS Energy Utama) pour produire des scooters électriques et développer une nouvelle gamme de batteries.

Commerce extérieur : les commandes de produits high-tech dépassent 400 Mds USD en 2021

[Les commandes de produits high tech](#) adressées à Taiwan en 2021 se sont élevées à 400,4 Mds USD, représentant 59,4% du total et une augmentation de 22,9% en glissement annuel. Elles sont constituées en majorité de composants, appareils électroniques et de semi-conducteurs (207,4 Mds USD, +28,5%), ainsi que de produits TIC (193 Mds USD, +17,4%). [Les exportations taiwanaises](#) ont atteint, en 2021, 446,4 Mds USD, en augmentation de près de 30%, et l'excédent commercial un niveau historique de 65,4 Mds USD. Les exportations vers la Chine (y compris Hongkong) ont franchi un nouveau sommet à 188,9 Md USD avec un excédent commercial en faveur de Taïwan de 104,7 Mds USD.

Semi-conducteurs : TSMC intègre les activités de tests et d'encapsulation à son offre de service

Le media [Digitimes](#) a annoncé cette semaine que TSMC envisageait de se doter [d'une nouvelle usine de test et d'encapsulation](#) pour systèmes avancés dans le Sud de l'île afin de répondre à la demande croissante de ses donneurs d'ordre pour un service intégrant la fonderie traditionnelle et l'activité « back-end » des tests et de l'encapsulation. TSMC possède d'ores et déjà 5 usines de ce type, la dernière ayant été construite à Miaoli pour un montant de 10 Mds USD. Cette nouvelle usine pourrait être construite sur [le nouveau parc scientifique de Chiayi](#) pour lequel le Premier Ministre SU Tseng-chang a débloqué une enveloppe de 306 M USD début janvier afin d'acquérir un terrain de 88 hectares appartenant à Taiwan Sugar Co. Cette intégration vers l'aval qui va à l'encontre de l'image de société spécialisée dans la fonderie de TSMC, s'explique en partie par son avance technologique. TSMC devrait démarrer la production du 3nm fin 2022 et annonce celle du 2nm pour 2024. Elle peut également s'expliquer par les difficultés rencontrées notamment en Malaisie, en 2021, dans ce secteur d'activité en raison de la pandémie et la volonté des clients de TSMC de raccourcir la CVR afin de limiter le risque logistique. TSMC table sur un CAPEX de 100 Mds USD entre 2021 et 2023 (dont 40 à 44 Mds USD pour 2022

après 30 Mds USD en 2021). Ce montant risque toutefois d'être insuffisant compte tenu du nombre de projets annoncés par TSMC et de l'augmentation des coûts de construction.

Retour au sommaire ([ici](#))

Mongolie

Projet d'Oyu Tolgoi : accord trouvé pour l'expansion de la mine

Un accord a été trouvé entre le gouvernement de Mongolie et Rio Tinto sur le projet d'expansion de la mine de cuivre d'Oyu Tolgoi, pour un montant de 6,925 Mds USD. Ce projet passe donc à une phase d'exploitation souterraine qui pourrait tripler la production nationale de cuivre. L'entreprise Rio Tinto possède 51% de cette mine via la société Turquoise Hill Partner, et l'Etat mongol en possède 34% via une société d'Etat. Après plusieurs mois de négociations et de discordes au sujet des termes initiaux du contrat, qui impliquait un endettement significatif du gouvernement, Rio Tinto a accepté d'annuler la totalité de cette dette qui s'élevait aujourd'hui à 2,3 Mds USD. La mine devrait produire 500 000 tonnes de cuivre par an en 2023, représentant près de 30% du PIB mongol.

Energie : production de charbon en baisse de 37,4% en 2021

Selon le Bureau des statistiques nationales, la Mongolie a produit 22,7 millions de tonnes de charbon en 2021, soit 37,4% de moins qu'en 2020. Durant cette période, certaines compagnies minières ont été obligées d'arrêter leur production en raison des contraintes à l'exportation liées à la pandémie du Covid-19. La production de fer et d'or est également en légère baisse. En revanche les productions de cuivre et de pétrole ont augmenté de 3,9 et 13,7% respectivement en 2021.

Politique : visite du Premier ministre M.Oyun-Erdene en Chine

Le Premier ministre mongol participera à la cérémonie d'ouverture des JO d'hiver de Pékin 2022. En marge de cet évènement, M.Oyun-Erdene souhaite s'entretenir avec la partie chinoise sur la levée des restrictions à la frontière et l'augmentation des exportations de matières premières vers la Chine.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet
Rédacteurs : Thomas Carré, Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Ohran Chiali, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Antoine Moisson, Camille Paillard, Julien Boudet, François Lemal, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Valérie Liang-Champrenault, Odile Huang, Charlotte Lau, Chen Cheng, Max Chang, Alain Berder, Rodolphe Girault, Pascal Millard, Julien Defrance

Revu par : Axel Demenet

Pour s'abonner : camille.paillard@dgtresor.gouv.fr